

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Périgny, le 27/10/2025

ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 PERIGNY

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Exploitant : société Ferme éolienne Groies de Parancay

Adresse du site : Lieu-dit Les Groies de Parancay - 17330 BERNAY SAINT-MARTIN

Siège social : 1 rue des Arquebusiers - 67000 Strasbourg

Références : 0003104749/2025-546

Code AIOT : 0003104749

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/10/2025 sur le parc éolien en construction de la société Ferme éolienne Groies de Parancay implanté Lieu-dit 'Les Groies de Parancay' 17330 Bernay-Saint-Martin. L'inspection a été annoncée le 04/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Exploitant de l'installation classée (ICPE) : société « Ferme éolienne Groies de Parancay »
- Lieu-dit Les Groies de Parancay 17330 Bernay-Saint-Martin
- Code AIOT : 0003104749
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le projet éolien a été autorisé par décision de la Cour administrative d'appel du 23 février 2023 (instance n° 21BX00458). En application de cette décision, l'arrêté préfectoral du 04 mars 2024 fixe des prescriptions à respecter en phase Chantier et en phase Exploitation. L'installation classée est composée de 2 éoliennes implantées sur le territoire de la commune de Bernay-Saint-Martin. Le chantier de construction a démarré le 1^{er} septembre 2025 et doit se terminer en février 2026.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Maîtrise des impacts sur la biodiversité
- Balisage lumineux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constat suivante fait l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Relevé du positionnement des mâts	Arrêté Préfectoral du 04/03/2024, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) à compter de la date de la notification de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Maîtrise des impacts sur la biodiversité - voies d'accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7-a)	Sans objet
3	Maîtrise des impacts sur la biodiversité - interdiction de travaux	Arrêté Préfectoral du 04/03/2024, article 7-a)	Sans objet
4	Suivis naturalistes en phase 'Chantier'	Arrêté Préfectoral du 04/03/2024, article 7-a)	Sans objet
5	Mesures favorables à la biodiversité - protection des haies	Arrêté Préfectoral du 04/03/2024, article 7-d)	Sans objet
6	Mesures favorables à la biodiversité - plantation de haies	Arrêté Préfectoral du 04/03/2024, article 7-g)	Sans objet
7	Réduction de l'impact visuel par interposition d'écrans végétaux	Arrêté Préfectoral du 04/03/2024, article 7-h)	Sans objet
8	Maîtrise de l'impact visuel généré par le balisage lumineux de sécurité aéronautique	Arrêté Préfectoral du 04/03/2024, article 7-i)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle a souligné un global respect des prescriptions contrôlées. La seule irrégularité relevée est l'impossibilité de l'exploitant de justifier des positions réelles des éoliennes. Le cabinet de géomètre a rendu un rapport avec des données géographiques non-comparables à celles du dossier de demande d'autorisation et de l'arrêté préfectoral du 04/03/2024. Il a donc été demandé à l'exploitant de transmettre les coordonnées exactes rattachées au système Lambert 93 des emplacements des machines.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Relevé du positionnement des mâts d'éoliennes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2024, article 4
Thème(s) : Autre, installations concernées
Prescription contrôlée : <i>« Dans le mois qui suit l'implantation des éoliennes, l'exploitant s'assure, par un relevé des coordonnées géographiques et altimétriques, de la conformité de l'implantation des mâts et de la hauteur maximale en bout de pales. Il tient cette vérification à la disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'écart, il en informe sans délai les autorités compétentes intéressées. »</i> En parallèle, les articles 3 et 5 du même arrêté préfectoral indiquent que les coordonnées Lambert 93 des mats des aérogénérateurs sont : Aérogénérateurs n° 1 : X = 416972 Y = 6557439 parcelles YH15 et 21 n° 2 : X = 471420 Y = 6557219 parcelles YH26 et 27 (où les coordonnées de X et Y sont arrondies au mètre près). et la hauteur totale maximale de 180 m.
Constats : Le jour de l'inspection du 8 octobre 2025, l'exploitant présente le plan géographique et altimétrique réalisé par la société SIT&A (Géomètre expert associés). L'inspecteur remarque sur le terrain que les machines se situent sur les parcelles cadastrales annoncé dans le dossier d'autorisation à savoir YH15 et 21 pour la machine E1 et YH26 et 27 pour la machine E2. Par ailleurs l'exploitant précise que les parcelles cadastrales telles que décrite dans le dossier sont vouées à être modifiées puisque la société exploitante a acquis les terrains alloués aux aérogénérateurs. Les coordonnées fournies par le cabinet de géomètre sont exprimées dans le système RGF 93, le dossier fait état de coordonnées exprimées dans le système Lambert 93. L'inspecteur n'est pas en mesure de vérifier l'exactitude du positionnement en X et Y.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet les coordonnées exactes rattachées au système Lambert 93 des emplacements des machines, sous 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Maîtrise des impacts sur la biodiversité - voies d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7-a)
Thème(s) : Autre, Préservation des enjeux environnementaux locaux

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable et entretenue. Les abords de l'installation sont maintenus en bon état de propreté</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'ensemble des voies d'accès a été parcouru en voiture par l'inspection et l'exploitant. Les accès et plateformes sont parfaitement carrossables (grave non traitée, de couleur grise), délimités et propres, calibrés pour permettre l'acheminement des éléments d'éoliennes et des engins de levage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Maîtrise des impacts sur la biodiversité - interdiction de travaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2024, article 7-a)</p>
<p>Thème(s) : Autre, Préservation des enjeux environnementaux locaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>« Afin de respecter la principale période de reproduction de la faune et de nidification de l'avifaune tous les travaux de construction et de démantèlement (pas seulement les travaux de terrassement ou abattage de haies) sont interdits, du 1^{er} mars au 31 août, les travaux à l'intérieur d'une éolienne déjà construite éléments déjà assemblés ne sont pas interdits, pendant ces périodes. »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Conformément à la prescription de l'article 7-a de l'arrêté préfectoral d'autorisation, le chantier a débuté le 1^{er} septembre 2025 afin de respecter la période de nidification de l'avifaune.</p> <p>Le jour de l'inspection du 08/10/2025, l'inspecteur constate que les voies d'accès sont réalisées et correctement identifiées avec des panneaux. Les fondations sont creusées, les cages de fixation sont posées. Les bétons de propreté sont coulés et le ferrailage a commencé pour la machine E1 située le plus à l'Ouest du site.</p> <p>Les marquages effectués par le géomètre sont visibles et l'exploitant ajoute que des clous d'arpentage ont été placés dans les abords proches des éoliennes de façon à maîtriser et ajuster facilement les cotes altimétriques des coulages.</p> <p>La fin du chantier est prévue en février 2026.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant indique avoir envoyé par courrier à la préfecture de la Charente-Maritime une demande de prorogation de 6 mois en date du 17 février 2025 pour terminer les travaux potentiels à l'intérieur des machines et effectuer les essais.</p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir eu de retour sur ce point.</p> <p>Pourtant, la DREAL n'a pas connaissance d'une demande de prorogation de la durée de validité réalisée au titre de l'article R.515-109 du code de l'environnement ou d'un porté à connaissance de modification réalisé au titre de l'article R.181-46 du même code. En revanche, la société FERME EOLIENNE DES GROIES DE PARANÇAIS a transmis à la DREAL, le 22/07/2025, une lettre datée du 11/07/2025, où elle annonce l'ouverture du chantier de construction en Août 2025, le levage des deux éoliennes VESTAS V136 planifié à compter de Janvier 2026 pour une durée de 2 mois, la mise en service prévue en Mars 2026.</p>

enjeux concernant la faune terrestre sont majoritairement localisées dans les lisières boisées et les haies.

Les mesures prises sur le terrain correspondent à celles annoncées dans l'étude d'impact, notamment la MR2 qui préconise une visite préalable « de reconnaissance » du chantier puis une visite tous les 15 jours ainsi qu'une visite finale.

La visite initiale a été réalisée en date du 31/07/2025.

L'expertise conclut à l'absence de nécessité de mise en place d'un balisage puisque seuls un boisement et deux haies se trouvent à l'intérieur de la zone de chantier mais à l'extérieur des zones de travaux (voies d'accès et zones de fondation).

Les visites du 09/09/2025 et du 23/09/2025 n'ont pas permis d'identifier d'enjeu faunistique ou floristique du chantier.

L'exploitant indique qu'aucun incident n'est à déplorer sur site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesures favorables à la biodiversité - protection des haies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2024, article 7-d)

Thème(s) : Autre, Préservation des enjeux environnementaux locaux

Prescription contrôlée :

« L'exploitant réalise l'accès et la circulation des convois nécessaires à la construction, à l'entretien, au démantèlement de l'installation ou à la remise en état des terrains, sans couper ni arracher de haies. »

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant indique qu'aucune haie n'a été arrachée. Il précise qu'une seule haie est problématique sur ce site : le tronçon de haie située entre les deux machines. Il précise que le câble intermachine va être passé sous ce tronçon de haie par forage dirigé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mesures favorables à la biodiversité - plantation de haies compensatoire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2024, article 7-g)

Thème(s) : Autre, Actions favorables à la faune

Prescription contrôlée :

« L'exploitant réalise les actions qu'il a annoncées dans son étude d'impact (notamment, celles présentées pages 336 et 340). »

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant indique qu'il n'a arraché aucune haie et qu'il ne replantera pas de haie au titre des mesures compensatoires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Réduction de l'impact visuel par interposition d'écrans végétaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2024, article 7-h)
Thème(s) : Autre, Maîtrise de l'impact paysager
Prescription contrôlée : <i>« La disposition qui suit ne fait obstacle au respect de l'engagement pris par la société FERME EOLIENNE DES GROIES DE PARANCAY dans son étude d'impact (page 339), lequel doit être réalisé dans le même délai de 12 mois après la mise en service. Les deux dispositions doivent être respectées, le cas échéant avec des tronçons de haies communs. Les plafonds « 205 ml » et « 60 ml » notés dans l'étude d'impact ne s'opposent pas à la pleine application du présent article.</i> <i>Dans les 12 mois après la mise en service du parc, l'exploitant sollicite les riverains, recense leurs demandes concernant l'implantation de haies afin de réduire les visibilitées vers le parc éolien et réalise les travaux d'implantation, avec le concours d'un organisme spécialisé. Cette mesure est à destination des propriétaires de biens immobiliers dont les trois conditions sont simultanément réunies :</i> <ul style="list-style-type: none">- occupés ou habités, existant à la date de la signature du présent acte,- dont les façades des habitations sont exposées à des vues partielles directes vers le parc éolien,- situés dans les hameaux ou bourgs localisés à moins de 1,5 km d'un des mâts du parc. <i>En alternative au dispositif précité, l'exploitant peut mettre en place une organisation différente, mais associant toujours l'information de la population locale (sur la possibilité de plantation d'écran végétal au frais de la société FERME EOLIENNE DES GROIES DE PARANCAY) et le recueil de ses demandes de plantation.</i> <i>Deux ans après la mise en service, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées (DREAL) une synthèse des travaux de plantation effectués. Il y signale et justifie également les éventuelles demandes de propriétaires non prises en compte. Il y évalue l'efficacité des écrans végétaux mis en place. »</i> Le dossier de demande d'autorisation de la société FERME EOLIENNE DES GROIES DE PARANCAY indique que les impacts visuels les plus forts du projet seront localisés autour des habitations les plus proches et depuis la route départementale RD 939. Il annonce que, afin d'atténuer les vues directes sur le parc, des haies seront plantées ou renforcées, sous réserve de l'accord des propriétaires concernés. Au total, 205 m de haies seront plantés et 60 m seront renforcés.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant indique qu'une bourse aux haies est réalisée, dans un périmètre de 1,5 km des machines. L'exploitant a commencé la distribution de Flyers et indique que des riverains se sont manifestés. L'ensemble des plantations seront réalisées d'ici fin novembre (pendant la période favorable aux plantations) et un rapport sera produit à l'occasion, il présentera le linéaire de haie planté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Maîtrise de l'impact visuel généré par le balisage lumineux de sécurité aéronautique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2024, article 7-i)

Thème(s) : Autre, Mesure de réduction des impacts lumineux

Prescription contrôlée :

« Parmi les options d'éclairage de sécurité aéronautiques nocturne réglementaires admises par l'arrêté ministériel du 23 avril 2018 modifié susvisé, la société FERME EOLIENNE DES GROIES DE PARANCAY doit mettre en œuvre celle qui amène le moins d'impact visuel pour les riverains présents alentour en situation d'observateur depuis le sol (notamment, l'intensité nocturne différenciée selon la direction, la synchronisation des feux, le balisage lumineux mutualisé avec feux intermédiaires de moindre intensité), dans la limite des accords obtenus auprès des exploitants des deux parcs éoliens voisins, pour ce qui concerne le balisage mutualisé.

Au plus tard 1 an avant la mise en service industrielle de son installation, la société FERME EOLIENNE DES GROIES DE PARANCAY transmet à l'inspection des installations classées un rapport relatant les démarches qu'elle a menées, à cet effet, auprès de l'exploitant du parc éolien voisin (à ce jour : société PARC EOLIEN DES CHENAIES HAUTES) afin d'atteindre :

- d'une part, la synchronisation de leurs feux de sécurité aéronautique,
- d'autre part, un éclairage périphérique commun, avec intensité moindre au centre, selon les nouvelles dispositions créées en 2018,

et leurs résultats, accompagnés d'un calendrier de réalisation. »

Constats :

Le jour de l'inspection du 8 octobre 2025, l'exploitant indique avoir adressé 6 courriers à la société PARC EOLIEN DES CHENAIES HAUTES pour la synchronisation des éclairages aéronautiques (Nota : le chantier de construction de ce projet éolien autorisé voisin n'a pas débuté). Il déclare qu'il n'a pas reçu de réponse de la part de la société voisine.

L'exploitant évoque aussi le volet relatif au balisage nocturne à faisceaux différenciés. Il précise que les balisages respecteront la prescription de l'arrêté ministériel du 29 Mars 2022 permettant de réduire l'impact lumineux nocturne des parcs éoliens, en admettant une intensité lumineuse réduite, en direction du sol (32 Cd au lieu de 2 000 Cd).

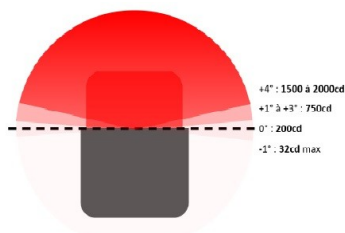


Schéma explicatif du nouveau balisage autorisé par l'arrêté du 9 mars 2022

Type de suites proposées : Sans suite